

# L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

## GRANDES MANŒUVRES SOVIÉTO-CUBAINES EN AFRIQUE

Les opérations militaires se poursuivent dans la région du Zaïre envahie par les gendarmes katangais, le sud-ouest de Shaba. Pour tenter de mettre fin à ce conflit, le Nigéria a proposé sa médiation et le Zaïre l'a accepté «pour autant que l'Angola soit d'accord». Le porte-parole du gouvernement zaïrois a en effet indiqué que les ex-gendarmes katangais étaient approvisionnés en munition à partir de l'Angola. Il a précisé que certains des prisonniers avaient été trouvés porteurs de cartes d'identité zaïroise au moment de leur arrestation. L'opération semblerait avoir été préparée de longue date puisque d'après ses déclarations environ 23 000 cartes d'identité ont disparu dans la zone du Kolwezi depuis 1975. Le quotidien «Elima», proche du gouvernement zaïrois, a, quant à lui, dénoncé jeudi la collusion soviéto-cubaine avec les autorités de Luanda (Angola).

La diplomatie soviétique et cubaine est plus active que jamais en ce moment dans la région. Mercredi, le chef de l'État soviétique, Podgorny, a fait à Dar-Es-Salam des déclarations qui sonnent comme un défi pour les pays occidentaux et notamment les USA. L'URSS ne tolérera pas «d'ingérence impérialiste au Zaïre», a-t-il affirmé. Cela signifie en clair que l'URSS qui est à l'origine du conflit et arme les gendarmes katangais, s'opposera à ce que les USA fournissent des armes au Zaïre pour qu'il puisse se défendre.

Par ailleurs Fidel Castro en visite en Angola, a déclaré que Cuba donnerait à ce pays «toute l'aide nécessaire». Il est possible que Fidel Castro dont le séjour en Angola doit durer cinq jours et Podgorny, attendu samedi à Lusaka (Zambie) se rencontrent en territoire zambien. Une telle rencontre constituerait un aveu de taille du fait que l'URSS se sert de Cuba comme d'un instrument pour sa politique expansionniste en Afrique, politique dénoncée jeudi à l'ONU par le représentant de la République populaire de Chine.



### Sécurité sociale

## Remboursement des médicaments Indemnités maladie : DES MAUVAIS COUPS EN PREPARATION

Le gouvernement avait l'intention de supprimer tout remboursement pour 400 médicaments. Pour éviter que les assurés se tournent alors vers des médicaments «nouveaux» mais remboursés il s'orienterait plutôt vers une augmentation d ticket modérateur no. plus pour 400 mais pour 800 médicaments. Il serait également

question que le «délai de carence» passe de 3 à 10 jours. Au lieu de commencer à toucher des indemnités au 3e jour, il faudrait attendre le 10e jour de maladie pour y avoir droit. Les maladies telles les rhumes, les gripes sont très fréquentes. Or s'arrêter pendant une dizaine de jours va coûter, pour commencer, un tiers du salaire en moins, soit

700 F pour un salaire de 2 100 F.

Cela fait longtemps que de telles mesures sont «dans l'air», que le gouvernement se plaint de la «surconsommation médicale» et d'un prétendu «absentéisme».

On ne s'étonnera pas d'entendre à nouveau des rumeurs inquiétantes après les élections ! La bourgeoisie prépare ses coups en

douce car elle sait bien le mécontentement auquel elle s'expose. Nous devons donc nous montrer vigilants et l'empêcher de réduire nos avantages acquis en exigeant :

Aucune diminution du taux de remboursement !

Aucune diminution des indemnités-maladie y compris pour les «petits risques».

### Editorial

## Contre le plan Barre et le Programme commun Continuons le combat !

Le pouvoir en place se trouve dans une passe difficile. Le plan Barre a subi un échec, puisque c'est celui du gouvernement et que celui-ci a été désavoué par des millions de travailleurs. C'est donc une situation favorable pour la classe ouvrière et les masses populaires, l'ennemi est affaibli, il faut lui porter des coups pour l'affaiblir encore plus.

Cela d'ailleurs, l'autre fraction de la bourgeoisie — la «gauche» — l'a bien compris et cherche à profiter de la situation pour renforcer ses acquis électoraux et en préparer de nouveaux. Ainsi, les dirigeants CGT et leurs compères envisagent sérieusement de développer dans les prochains jours leurs formes «d'action» : les journées nationales bidon dans différents secteurs. Pas trop longtemps, juste ce qu'il faut pour essayer d'entraîner les larges masses à la remorque du programme politique bourgeois de la «gauche», dans le calme et la dignité. A la rentrée, ce sera de nouveau une période pré-électorale, alors plus que jamais «la paix sociale» sera — selon leurs vœux — de nouveau de rigueur.

Les travailleurs — français et immigrés — aspirent à autre chose, à la satisfaction de leurs revendications les plus urgentes : du travail pour tous, des salaires décents, etc. S'ils refusent le plan Barre en masse, les choses ne sont pas aussi claires en ce qui concerne le Programme commun. Avec le plan Barre, c'est la nature même du système capitaliste qui, de fait, est remise en cause. Mais il ne s'agit pas de chasser le loup de la basse-cour pour laisser entrer le renard ; il est indispensable de se détourner des promesses de l'autre clique bourgeoise, que la classe ouvrière compte avant tout sur ses propres forces. Les négociations à tout prix, les semblants d'action (limitées à quelques heures et parachutées) ne peuvent mener les masses populaires au succès : la bourgeoisie ne cède que lorsqu'elle

est contrainte.

Les acquis obtenus par les travailleurs (bien que limités et constamment remis en cause en système capitaliste — voir les 40 heures obtenues en 1936) ne l'ont été que par la lutte classe contre classe — classe ouvrière contre classe bourgeoise. Tout en menant ces luttes économiques et sociales, c'est le plan Barre et la politique du pouvoir actuel qu'il faut combattre ; mais encore plus la politique de ces marchands d'illusions du Programme commun qui veulent tromper les masses pour prendre les rênes du pouvoir.

La lutte classe contre classe, elle se mène en unissant la classe ouvrière à la base et dans l'action et non par des négociations au sommet (sans les travailleurs). Elle se mène en cherchant à unir et faire converger tous les mouvements (ouvriers, paysans, étudiants...) qui s'opposent au capitalisme (tous ensemble et en même temps) et non en les isolant les uns des autres. Elle se mène en renforçant l'unité de classe de la classe ouvrière (notamment entre français et immigrés), en l'organisant sur la base de ses intérêts de classe, en accumulant les forces pour préparer les conditions favorables à la révolution prolétarienne et au socialisme.

Nous luttons pour qu'il n'y ait plus un seul chômeur (et non négocier les licenciements ou leur indemnisation), pour la démocratie prolétarienne (et non une autre forme de la démocratie bourgeoise actuelle), pour l'abolition du patronat et du salariat (et non pour une «plus grande justice» entre exploités et exploités).

Mais tout cela, et bien d'autres choses, ne nous sera pas apporté sur un plateau, seule la destruction violente du système capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat sur les exploités est en mesure de l'apporter.

### • Bethune

## Manifestation contre les milices patronales

Il y a deux jours un commando patronal délogeait à coups de matraques les ouvriers du piquet de grève de l'usine Benoto.

Cette usine de Béthune était occupée depuis un mois pour s'opposer à une centaine de licenciements (sur près de 300 employés).

Hier, environ 400 ouvriers de Benoto et d'autres usines de la région notamment CIP, Altec-Sopitec, ont parcouru les rues de Béthune. Ils manifestaient à l'appel de la CFDT contre les milices patronales et pour le maintien de l'emploi.



## • Nîmes

### Grève aux écoles normales

A la suite de la coordination nationale qui s'est tenue à Paris le 6 mars dernier, regroupant 32 écoles normales, celles de Nîmes (garçons et filles) ont décidé une journée d'action sur les revendications suivantes :

- Refus de l'imposition de postes non souhaités par les normaliens.

- Classes spécialisées.

- Postes de titulaires mobiles en particulier

- Refus de la sélection par le CFEM (final d'étude d'École normale) et le CAP (certificat aptitude pédagogique).

Ils ont fait grève le 18 mars. Il y eut une mise au point pour une plateforme revendicative :

- CFEN

- Déclassement des trois unités d'enseignement, suppression des notes éliminatoires, possibilités de redoubler en cas d'échec au CFEN.

- Pour les CAP, que normaliens et normaliennes aient le droit de présenter leur demande avant le 1er janvier et puissent choisir la classe où doit se dérouler l'épreuve.

- Abrogation de la circulaire du 18 août 1976, n'autorisant plus qu'un échec au CAP.

«Nous estimons légitime

également, le droit de contrôle sur notre formation.

«Nous exigeons en particulier la participation des représentants des normaliens et normaliennes à toutes les réunions de notation dans leur intégralité.

«Nous refusons d'être jugés sur des critères idéologiques, moraux, politique ou syndicaux.

«Nous réclamons les droits reconnus à tous les travailleurs (droit de grève, et de réunion sur le lieu de travail, sans discrimination aucune, droit d'expression sans contrôle et sans censure.

«Nous refusons l'internat obligatoire et les licenciements.

«Dans ce cas, nous sommes solidaires des travailleurs de l'Éducation nationale en lutte contre l'auxiliaire, des travailleurs menacés de licenciements.

«Suite au 18 mars, le directeur de l'EN a pris des mesures répressives : un élève passe en conseil de discipline, deux autres ont reçu un avertissement.

«Face à cette répression, les normaliens et normaliennes de Nîmes ont fait une nouvelle journée de grève vendredi 25, pour protester contre la répression.

Correspondant HR

## • Paris

### Manifestation contre l'arrêté Lenoir

Les assistants sociaux en formation manifestent jeudi à Paris pour demander l'abrogation de «l'arrêté Lenoir» qui modifie le diplôme d'État en introduisant dans l'examen final, une épreuve orale éliminatoire portant exclusivement sur la législation et les problèmes de santé.

Depuis la publication de l'arrêté, les 8 000 assistants sociaux en formation dont la moitié se trouve dans la région parisienne, ont entrepris des actions de protestation qui se sont notamment

traduites par une manifestation le 3 mars et, depuis le 15 mars, par des mouvements de grève tournants dans les 24 écoles de formation.

Ils reprochent à l'arrêté «d'entrer dans une politique qui a actuellement pour but de restructurer l'action sanitaire et sociale, notamment par les projets qui visent au fichage de toute la population, particulièrement les enfants dans le cadre de la protection maternelle et infantile».

### Les Bretons devant la cour de sûreté de l'État

Cette semaine se déroule le procès de 7 militants bretons inculpés sans aucune preuve à la suite de l'attentat qui a détruit en partie le domicile d'Yves Ester, sénateur d'Ile-et-Vilaine.

L'un d'entre eux est particulièrement visé. C'est Jean-Charles Denis, originaire de Plaudren, petite commune rurale proche de Vannes. Il est d'ailleurs détenu en prison depuis 17 mois. Devant la Cour de sûreté de l'État, l'un d'entre eux a déclaré : «Je n'ai rien à dire devant cette juridiction d'exception, je ne parlerai que devant les travailleurs bretons qui, seuls, peuvent me juger».

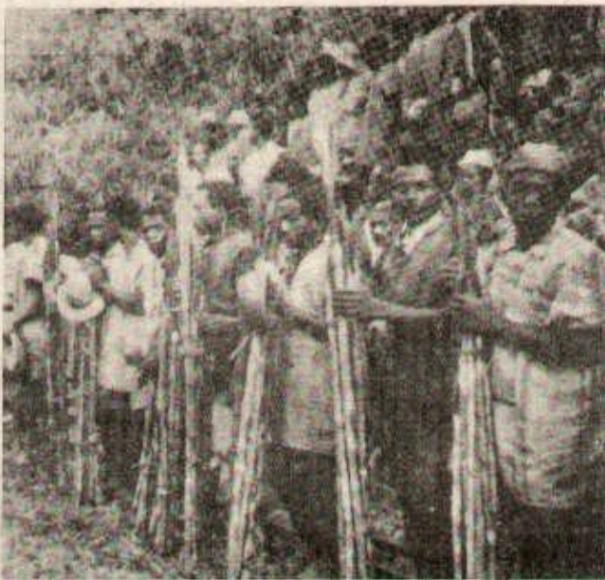
René Kerhousse a dénoncé fermement les procédés de la police qui avait littéralement saccagé son appartement, fouillé sa petite fille de deux ans et demi et exercé un chantage à l'emploi. Rappelons que les comités de Vannes et Lorient ont décidé d'appeler tous les travailleurs de la région à une manifestation régionale contre la répression. Elle se déroulera à Vannes, samedi prochain, 26 mars, à 16 h place de la République, à proximité de la poste centrale.



## le monde en marche

# L'insurrection malgache de 1947

## UNE CONTRIBUTION A LA REVOLUTION MONDIALE



La revendication d'indépendance nationale émergea au grand jour lors des manifestations du 19 mai 1929 et devint une force matérielle formidable cimentant l'unité et la combativité des masses populaires.

La 2e guerre mondiale accroît la misère des masses populaires et développe leur combativité révolutionnaire.

Le courant favorable à l'indépendance nationale se développe irrésistiblement ; dès 1946, il rassemble l'immense majorité des masses populaires. Il utilise les moyens légaux et illégaux : le MDRM (Mouvement démocratique de rénovation malgache) parti légal fondé en 1946, et des organisations secrètes dont la plus connue est le JINY (dont Monja Jaona fut co-fondateur en 1943).

### L'INSURRECTION DE 1947

Face à ce développement, l'attitude pseudo-libérale du gouvernement colonial se transforme en une frénésie de provocations et de répression. En 1946, le ministre des colonies est le «socialiste» Marius Moutet ; quant au gouverneur général de Madagascar, il s'agit du «socialiste» De Coppet.

Au déchaînement de l'hystérie colonialiste, les

masses populaires répondent par la grande insurrection de 1947, déclenchée dans la nuit du 29 au 30 mars.

L'insurrection se déclenche dans la région sud-est. Au centre et au nord du pays, les actions prévues avortent pour des raisons diverses. Malgré cela, au bout de quelques jours, l'insurrection a gagné l'ensemble de la côte Est (zone forestière de l'île).

Elle s'étend rapidement et ne cesse de progresser jusqu'en juillet 1947 (elle va, entre autres, jusque dans la banlieue de Tananarive, la capitale) sur un territoire de 800 km, du nord au sud, peuplé d'un million six cent mille personnes.

### LE REcul DES FORCES PATRIOTIQUES

A partir d'août 47, les forces coloniales qui étaient jusqu'alors débordées, reçoivent des renforts leur permettant de contenir l'avance des forces patriotiques. Celles-ci, jusqu'en avril 1948, tentent de garder l'initiative et de rester à l'offensive. Mais, si l'organisation interne se renforce, les pertes sont lourdes et l'armement, la puissance de feu ne se développent pas ; le lien avec les masses populaires des zones de culture vivrière est coupé.

A la sortie de la saison des pluies, à partir d'avril 1948, c'est l'épreuve décisive. Les engagements se font au détriment des forces insurgées, qui doivent abandonner les opérations militaires d'envergure pour revenir au stade de la guérilla. En décembre 1948, l'essentiel des forces populaires se dispersent après la capture ou la mort de ses chefs les plus influents.

### LES LEÇONS

Sur le plan militaire, ce fut un échec partiel et provisoire. Un échec du fait que les objectifs de l'insurrection ne furent pas atteints, les pertes furent lourdes (environ 90 000 morts, dont une bonne part due à la répression féroce qui s'ensuivit) et la majorité des cadres capturés ou tués...

\*Échec partiel, car les forces populaires n'ont pas été anéanties ; c'est faute de direction qu'elles se sont dispersées après avoir fait l'expérience de la guérilla qui demeura efficace jusqu'au bout.

\*Échec provisoire, car la volonté de combattre n'a nullement été anéantie et que des leçons sont à en tirer.

Sur le plan politique, ce fut une victoire pour deux raisons :

Cela a renforcé les masses dans leur conviction de la justesse de leur cause ; par leur sacrifice, elles ont ga-

gné la sympathie et le soutien des forces progressistes dans le monde entier, et acquis le sentiment de faire partie du mouvement révolutionnaire mondial en marche. D'autre part, cela n'a fait qu'isoler davantage les colonialistes les plus vétérans.

A plus long terme, cette lutte contribua de façon importante à la restauration de l'indépendance politique (même formelle) en 1960.

Le caractère définitif de cette victoire se concrétise notamment par le fait que l'insurrection de 1947-48 reste immortelle dans le cœur des patriotes malgaches et résonne comme un appel pour abattre l'impérialisme et la réaction et mener jusqu'au bout la révolution nationale démocratique et populaire.

Malgré l'impréparation sur le plan politique, organisationnel et militaire, ils se sont lancés à «l'assaut du ciel».

Cette insurrection de 47 fut la contribution du peuple malgache à la lutte conjointe des peuples maintenus sous le joug de l'impérialisme français : résistance armée en Indochine, en Algérie, au Cameroun ; mouvements de masse en Afrique noire, aux Antilles, etc. et dans la métropole elle-même.

### MEETING

30e anniversaire du 29 mars 1947

6e anniversaire du 1er avril 1971

MADAGASCAR

SAMEDI 26 MARS 1977 à 20 h

8, Villa du parc Montsouris - Paris 14e

Métro Porte d'Orléans - Cité Universitaire

### AU PROGRAMME :

- Hommage avec projection de diapositives
- Montage de chants et poèmes révolutionnaires
- Diapositives sur la situation actuelle à Madagascar
- Intervention du Bureau national de l'AEOM Organisé par l'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM).

## • Italie

Les partis socialiste et «communiste» italiens ont renouvelé leur demande de former un «gouvernement d'urgence» comprenant l'ensemble des partis politiques «démocratiques». Leurs secrétaires nationaux ont mis l'accent sur la «disponibilité» des partis de gauche à «faire sortir» l'Italie de la crise et se sont prononcés pour un «échange» plus direct d'opinions et de consultations entre les partis.

## • Grèce

21 personnes, dont des femmes, des enfants ont été blessés dans le nord de la Grèce à Olympias lors d'affrontements qui ont opposé des mineurs grévistes aux policiers. Ceux-ci ont chargé pour disperser les familles de grévistes qui s'étaient rassemblées autour des puits malgré l'interdiction de toute manifestation.

## • Inde

M. Morarji Desai, 81 ans, nouveau premier ministre de l'Inde, a déclaré jeudi que son gouvernement suivrait une «véritable» politique de non-alignement, entretiendrait des relations amicales avec tous les pays, et lutterait à l'intérieur contre la pauvreté. Il a ajouté que les États-Unis et l'URSS devraient mettre un frein à l'extension de leurs activités militaires dans l'océan Indien.

## • Sahara occidental

Le Front Polisario a annoncé jeudi dans un communiqué que ses combattants avaient mis hors de combat une cinquantaine de soldats marocains et capturé trois autres, dont un sous-officier, au cours d'une opération menée dans le Sud-marocain, près de Sken Al Anra.



## La fille aux cheveux blancs

### Symbole de la lutte héroïque du peuple chinois contre l'envahisseur japonais

«La fille aux cheveux blancs» : une fille de paysan pauvre qui refuse de s'abaisser devant les exploités. Elle devra endurer de telles souffrances pour résister que ses cheveux en deviendront blancs.

La Chine entre 1937 et 1945 : Le peuple chinois, sous la direction du PCC, lutte pour chasser l'envahisseur japonais. Dans un petit village du nord de la Chine, un gros propriétaire foncier vit sur le travail des petits paysans qu'il écrase de dettes. En pleine nuit, ce parasite pénètre chez un petit paysan, exigeant le paiement de ses dettes. En fait, il veut enlever Hsi-Eul (la fille au cheveux blancs) fille du petit paysan.

Il devra compter avec tous les petits paysans du village qui s'opposent à son projet. Il se dégage à coups de revolvers et emmène Hsi-Eul avec lui.

Pour mieux combattre les propriétaires fonciers et les japonais Ta-Tchouen le jeune paysan qui avait volé au secours de la jeune fille, rejoint l'armée révolutionnaire (la VIII<sup>e</sup> Armée de route sous la direction de Mao Tsé-toung et du PCC)

Hsi-Eul résiste farouchement au propriétaire qui tente de la violer et parvient à s'enfuir. Elle se cache dans la montagne jusqu'au moment où elle retrouve la trace de ses ravisseurs poursuivis par l'armée des partisans et Ta-Tchouen.

Le village est libéré, le peuple fait le procès des colporteurs et des exploités. Il réclame vengeance : le soleil se lève : tout le village entonne «Président Mao qui nous êtes si cher, vous êtes le libérateur du peuple».

Hsi-Eul prend le fusil et rejoint à son tour la VIII<sup>e</sup> Armée de route.

## La compagnie des Ballets de Shanghai

C'est la Compagnie des Ballets de Changhaï qui interprète : «La fille aux cheveux blancs». C'est un des principaux établissements chinois qui assure, à la fois, la représentation et l'enseignement chorégraphique.

Créée en 1964 «La fille aux cheveux blancs» a été donnée à plus de 800 reprises. En 1967, le président Mao assista à une représentation du ballet. La Compagnie se rend fréquemment dans des usines, à la campagne et dans des unités de l'Armée populaire de libération pour mieux connaître la vie des ouvriers, paysans et soldats, participer avec eux au travail manuel et se produire devant eux.

## Wang Kouan persécutée par la bande des Quatre

La mère interprète à Yenan de «la fille aux cheveux blancs» a été persécutée pendant plusieurs années par la bande des Quatre. Au moment de sa rentrée sur la scène, elle a dit : «Bien que j'aie la cinquantaine, et que je

n'aie pas retrouvé tout a fait ma voix, je chante encore. C'est la politique et les sentiments que je chante. Et je chanterai toujours à pleine voix pour notre parti et notre peuple, et ce jusqu'à mon dernier souffle».

LA FILLE AUX CHEVEUX BLANCS  
par les Ballets de CHANGHAI  
du 1er au 16 avril 1977  
au théâtre des Champs Élysées  
Tel : 225 44 36

à PARIS, puis à NANCY, LYON, NICE, LILLE.

## Les bons conseils

### du gouvernement :

## Si le café est cher, buvez-en moins

Mme Scrivener, «secrétaire d'État à la consommation» était déjà intervenue, on s'en souvient, à la télévision, lors de la flambée des prix des légumes verts.

Sans tenir compte de l'importance de ceux-ci pour la santé, elle avait donné en gros la solution suivante : «Si les légumes verts sont plus chers, mangez-en moins» et elle avait indiqué des plats de remplacement : légumes secs, lentilles, etc. Eh bien, elle vient de récidiver en préchant la pénurie à propos du café. Bien entendu, cette représentante de la bourgeoisie s'est gardée de donner les vraies raisons de la hausse : la spéculation des trusts tels Nestlé et Général Ford qui ont la haute main sur la commercialisation mondiale.

# Que trouvera Giscard ?

Toute la «majorité» attend avec angoisse : que trouvera Giscard ? Pour l'instant, elle doit se contenter de savoir que «le progrès de l'opposition doit être analysé dans sa profondeur» et que la majorité «doit, par priorité, mettre fin à ses divisions» (déclaration de Giscard au Conseil des ministres). Bref, du vent !

Les possibles remaniements ministériels, les éventuelles législatives anticipées ne semblent guère enthousiasmer cette même «majorité» : reste deux vagues possibilités...

### LA PROPORTIONNELLE

Giscard se dit d'accord sur le principe. Le plus ferme partisan d'élection à la proportionnelle semble être Lecanuet. A ses yeux, cela

Le fait que le gouvernement se pose la question d'une «réforme électorale» pour instituer la proportionnelle révèle à nouveau que les élections

permettrait de donner une place aux «centristes», aujourd'hui un peu à l'étroit dans les conflits «gauche-droite».

### LE PARLEMENT EUROPEEN

L'élection du Parlement européen semble être une autre possibilité envisagée par Giscard pour se refaire une majorité. Les RI et le PS se trouveraient, en effet, ensemble pour le Parlement

en système capitaliste sont l'arme de la bourgeoisie. Elle s'en sert quand elle le veut et comme elle le veut, toujours uniquement dans son intérêt !

européen. Le RPR et le PC se trouveraient ensemble contre ce Parlement.

Lecanuet (lui aussi est pour) a annoncé depuis bien longtemps que les «so-

cialistes» rejoindront la majorité actuelle... Toutefois, briser à ce point l'Union de

la gauche ne semble pas si facile !

LES ATOUTS DE GISCARD...

Je l'ai dit à Giscard mardi : «S'il faut un esprit clair, je suis là»  
(Edgar FAURE)



## Le PCF défenseur du colonialisme français

Dans son hebdomadaire de Saint-Ouen, le Réveil, daté du 17 mars, le PCF informe la population de Saint-Ouen de l'appel de la FNACA pour un rassemblement, devant le monument aux morts, en souvenir des Français morts en Algérie, Tunisie, Maroc.

Le maire en personne, Paul Lefort, membre du PCF, devait DECORER les anciens combattants de cette tuerie impérialiste que fut la guerre perpétrée par le colonialisme français contre les peuples d'Afrique du Nord. Et ce n'est pas la première fois que cela se produit.

Ainsi ce parti, traité à la classe ouvrière, n'arrête pas de faire des «progrès» dans la défense des intérêts de la bourgeoisie. Défendant les agissements criminels de l'impérialisme français, il veut duper le peuple, déve-

lopper le chauvinisme bourgeois, lui faire oublier la différence entre une guerre juste (telle la guerre de Libération du peuple algérien) et une guerre injuste au service de l'oppression et du pillage impérialiste.

Ils ont trahi complètement l'internationalisme prolétarien et les enseignements du grand dirigeant prolétarien, Lénine, qui disait :

«Le socialiste appartenant à une nation dominante ou à une nation possédant des colonies et qui ne défendrait pas le droit (de séparation politique) serait un chauvin».

Ces traîtres à la classe ouvrière n'ont décidément plus rien à envier à leurs compères PS, ardents défenseurs des bourreaux du peuple algérien !

Correspondant Saint-Ouen

### ANCIENS COMBATTANTS EN AFRIQUE DU NORD

Le 19 mars, le Comité de Saint-Ouen de la FNACA célébrera le 15<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie (19 mars 1962 - 19 mars 1977).

Les anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie sont conviés à se rassembler ainsi que la population audonienne le 19 mars 1977, à 11 heures, au monument aux morts, place de

la Mairie, après avoir fleuronné en souvenir 27 Audonien morts à vingt et pour la défense des dr des survivants.

Une remise officielle de la croix du combattant aux anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie sera effectuée M. le Maire.

Le bureau du Comité

## «L'Humanité» veut des James Bond !

Des espions qui travaillent pour l'URSS en France ? Allons donc !

L'Humanité (et «Rouge» bien sûr) n'y croient pas, eux ! La preuve que c'est un coup monté de la DST ? Les espions n'avaient pas l'art d'être des espions, ont dit leurs voisins... Tel est l'argument avancé. En effet, il est

bien connu que des espions ça se promène en Cadillac avec un tas de micros, d'appareils électroniques et d'ordinateurs partout !

Histoire sans doute pour eux de passer inaperçus... Eh bien, non, l'espionnage soviétique en France, ça existe ! Ceux qui veulent le nier en sont les complices !

## Espions russes en France

## Des tonnes de documents secrets

Plus l'enquête avance, plus elle révèle l'ampleur de l'affaire des espions au service des pays révisionnistes arrêtés récemment.

L'un des arrêtés, Giovanni Ferrero, était l'homme de confiance du général italien Luigi Onofri, qui fut attaché militaire de l'ambassade d'Italie à Paris, puis chargé des questions d'aviations et d'armement pour la division aéronautique de la Fiat.

Comme tel, il détenait des renseignements d'une extrême importance sur les systèmes de défense de l'OTAN.

Le Ferrero en question

a pu photographier ainsi des tonnes de documents secrets.

Lefebvre, un autre des 5, était spécialiste en électronique, notamment dans la navigation aérienne et l'aérospatiale (lui aussi).

Laval, un autre encore, aurait communiqué les plans et aménagements secrets des bases aériennes françaises notamment celles de Brétigny et de Salon.

Une affaire d'importance donc. La nature des renseignements communiqués à l'URSS prouvent une fois de plus que ce que veut Moscou, c'est connaître le système de défense de l'OTAN et de la France. L'URSS prépare la guerre !

## Pour avoir voulu rendre la justice

## Le juge Pascal en correctionnelle

C'est la cour d'appel de Rennes qui en a ainsi décidé après l'avoir inculpé à la demande du riche notaire, Leroy, qu'il n'avait pas hésité à incarcérer.

Apprenant la nouvelle, le juge Pascal a déclaré : «Ce ne sera pas mon procès, mais celui de la justice.» «Puisque la justice a décidé de laver son linge sale non pas en famille mais en public, j'en suis très heureux, car on verra ainsi de quel côté se trouve le linge sale.»

Que la justice de notre pays soit pourrie, une autre affaire le montre bien. En 1975, après la mort d'un ouvrier, le juge Charette, de

Béthune, avait incarcéré le PDG de l'entreprise, le dénommé Chapron, en estimant que «des conditions de travail aberrantes mettaient les ouvriers en danger permanent». Cinq jours après, la cour d'appel de Douai avait ordonné la mise en liberté du directeur d'usine tandis que le juge Charette s'était vu au contraire par la suite poursuivi.

Aujourd'hui on apprend que la cour de Douai vient d'acquitter purement et simplement Chapron en supprimant même les amendes qui lui avaient été infligées pour contravention à la législation du travail.



## Communiqué de la section syndicale CFDT de Corentin Celton

A un moment où toute la presse parle de la Santé en France, où le ministre parle de l'humanisation des hôpitaux, de la suppression des salles communes, où un accent particulier est mis sur l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées, enfin où il est fait campagne sur la valorisation du travail manuel, notre section et notre syndicat CFDT de l'Assistance publique voudraient attirer votre attention sur le cas des maisons de vieillards de l'Assistance publique.

L'exemple de l'hôpital-maison de cure médicale Corentin-Celton est, à cet égard, significatif : créé en 1860, il abrite aujourd'hui 1 100 lits dont 500 de dortoirs... Dans ces dortoirs, les vieillards sont soumis à un régime militaire ; ils attendent la mort sans que les règles des plus élémentaires de l'hygiène soient respectées : c'est l'étouffement de la dignité de l'homme, le vieillard rabaisé au rang de bête : pas de sanitaire, pas de linge, pas de soins... Le manque flagrant de personnel (un agent pour 105 invalides la nuit, et 4 agents pour 105 invalides de garde) entraîne chaque jour la violation des règles élémentaires de la sécurité.

Quant aux travailleurs de cet hôpital, soulignons simplement que les ouvriers du bâtiment travaillent dans des baraquements datant de 1880 (ils étaient édifiés au moment de la construction et n'ont subi aucune transformation depuis), où sont enfreints chaque jour les articles du Code du travail et où les ouvriers risquent la mort à tout moment.

Le personnel hospitalier, pour sa part, outre que chacun fait le travail de 3 ou 4, n'a ni WC ni douche alors qu'il est en contact permanent avec les microbes ; ils sont déplacés d'un service à l'autre, d'un horaire à l'autre, ne pouvant nouer aucun contact avec les malades...

**CES SCANDALES NE PEUVENT RESTER ETERNELLEMENT CACHES.** C'est pourquoi, les familles des pensionnaires, les pensionnaires eux-mêmes et le personnel attendent votre venue à la conférence de presse qu'organise la section syndicale :

le mercredi 30 mars 1977

à 14 h au local syndicat CFDT  
(couloir Feuchères, rez-de-chaussée)  
de l'hôpital Corentin-Celton

67, bd Gambetta - Issy-les-Moulineaux - 92

Seront également présents : des parents de pensionnaires de Corentin, des membres du corps médical, des représentants des ouvriers et des hospitaliers de Corentin, un dirigeant du syndicat CFDT Assistance publique.

Pour la section : la secrétaire : M. Nowak

## Grenoble Les CET en grève

Depuis plus d'une semaine, les CET de Grenoble sont en grève.

Le mouvement est parti du CET Jean-Jaurès qui lutte pour : l'amélioration des conditions de sécurité, l'ouverture des issues de secours, que les extincteurs soient en plus grand nombre et en état de marche ; une meilleure hygiène dans les toilettes, la suppression des sanctions pour les retards (colles) ; ils demandent aussi dans un prochain avenir un CET neuf avec une cour de récréation.

D'autres CET se sont mis en grève pour soutenir la lutte du CET Jean-Jaurès, mais aussi pour se battre pour des revendications propres à leur établissement comme au CET Henri Wallon à St-Martin d'Hères : amélioration de la nourriture à la cantine, que les professeurs ne nous considèrent pas comme des bêtes qui obéissent, mais comme des êtres humains, amélioration des conditions de sécurité (il n'y a pas de sirène d'alarme et pas assez d'extincteurs

en cas d'incendie) ils exigent des boutons d'arrêt immédiats sur les machines (dernièrement un élève s'est fait couper la main sur une machine), des bâtiments plus convenables, la disparition des préfabriqués.

Une revendication commune à tous les CET, c'est l'embauche après le CAP au niveau de qualification requis.

Les lycéens et CES de Grenoble se mobilisent pour soutenir la lutte des CET, mais aussi pour lutter avec eux contre la réforme Haby.

Les CET ont organisé une manifestation le mardi 22 mars qui a regroupé 1 500 personnes, c'était une manifestation combative où les mots d'ordres étaient « non à la réforme Haby, non à l'école du capital, étudiants, lycéens, travailleurs, solidarité ».

Il faut noter que face à ces revendications légitimes, l'administration répond par la répression au CET Henry Wallon le directeur a envoyé des lettres aux parents et a renvoyé de la demi-pension les élèves grévistes.

JCMLF Grenoble

## Cran-Gevrier (Haute-Savoie) Aussedat-Rey

# On ne négocie pas les licenciements, on les refuse !

On ne négocie pas les licenciements, on les refuse !

L'usine Aussedat, à Cran-Gevrier, est la plus ancienne de l'agglomération d'Annecy : c'est aussi l'usine-mère du groupe Aussedat-Rey, deuxième groupe papeterier en France issu de la fusion des papeteries Aussedat avec les papeteries de Pont-de-Chaix, les papeteries et celluloses Rey, les papeteries de France ; avec ses usines de production implantées à Cran-Gevrier, à Pont-de-Chaix et à Lancey dans l'Isère, à Saillat dans la Haute-Vienne, à Couze dans la Dordogne, à Anould dans les Vosges, à Turckheim et La Robertsau dans le Haut-Rhin, à Deluz dans le Doubs, il emploie 4 à 5 000 travailleurs.

A l'usine de Cran, il ne reste que 370 salariés contre 500 en 1969 (licenciements à 58 ans) ; 120 femmes et 250 hommes dont beaucoup sont des ouvriers-paysans de père en fils. Une petite minorité regroupe des travailleurs yougoslaves à la production. Les ouvriers travaillent en 3 fois 8 mais ont refusé le travail en continu.

### UN SYNDICAT COMBATIF

Les salariés sont regroupés dans la section syndicale CFDT majoritaire à Cran. La CGT est minoritaire et la CGC ne regroupe qu'une dizaine de cadres

entièrement dévoués au patron. Aussedat de Cran est une des rares usines où l'intersyndicale CGT n'est pas majoritaire dans le papier-carton.

Les partis politiques de gauche sont peu influents et le P«C»F n'a jamais pris en compte les intérêts des ouvriers-paysans d'Aussedat.

### CHOMAGE PARTIEL ET LICENCIEMENTS

Depuis octobre 1976, les ouvriers de la production ont vu leurs horaires de travail tomber à 32 h par semaine. Plusieurs équipes puis toute l'usine (du 11 au 14 novembre notamment) a été mis en chômage technique.

Enfin, le 15 décembre, le directeur de l'usine, Cavalier, ex-officier de marine, annonce 113 licenciements et fait mijoter les travailleurs jusqu'au 16 février, jour où il donne la liste nominative de 103 licenciés.

Ce jour-là, c'est la révolte : crise de larmes, crise de colère « on va tout lui casser ».

Un ouvrier-paysan dit de l'attitude de Cavalier, le patron : « Dans une étable, quand on n'a plus assez de foin, on vend les plus vieilles vaches, celles qui produisent pas trop et celles de races étrangères. Lui, il a fait pareil avec les ouvriers ».

L'homme est bien le ca-

pital le moins précieux dans le capitalisme !

### LA RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

Dès le début des mesures patronales, les travailleurs ont répondu pied à pied sous l'impulsion de la section CFDT très dynamique.

Dès les mesures de chômage partiel, les travailleurs concernés ont commencé un travail de discussion et d'explication auprès des autres salariés pendant les heures de travail. Cette action a permis d'accroître l'unité des travailleurs au sein de l'usine.

A remarquer, et ce n'est pas un hasard, puisque ce sont elles qui sont les plus exploitées, que ce sont les femmes à la production, dans la salle de papier, qui sont les plus combattives.

Puis, la popularisation s'est faite auprès des autres travailleurs de toutes les usines d'Annecy et auprès de la population annécienne en général par distribution de tracts, élaboration de panneaux et pancartes et d'hommes sandwich dans la zone piétonne et à Carrefour, la veille de Noël.

Depuis que les 103 licenciés sont connus, la lutte a pris un nouvel essor : grèves tournantes de deux heures par service pour désorganiser la production, bien suivies par la majorité des travailleurs, blocage des ca-

mions emmenant des bobines de papier à l'usine de Lancey pour le faire façonner alors qu'il peut l'être à Cran, discussion serrée avec les cadres dans leurs bureaux.

Le 16 février, 2 500 travailleurs manifestaient contre le chômage dans les rues d'Annecy, concrétisant la mobilisation de la classe ouvrière savoyarde prête à soutenir les entreprises en lutte. Puis, en plusieurs occasions notamment le 4 mars, les travailleurs des usines où s'effectuent des licenciements : Aussedat, CIT-Alcatel du groupe CGE, Jossermoz (bâtiment), Dupont-Cricket... se sont regroupés pour manifester à nouveau leur volonté de refuser les licenciements.

La coordination des luttes commence à prendre forme pour Aussedat : coordination dans le papier-carton avec Zig-Zag à Thonon (Hte-Savoie) et Lancey (Isère).

Coordination avec les autres travailleurs licenciés ou menacés de licenciements sur Annecy : Alcatel, Dupont-Cricket, Jossermoz.

De toute façon, la section CFDT s'est engagée à mener la lutte jusqu'au bout pour refuser les licenciements : en effet, on ne les négocie pas, on les refuse !

Correspondant HR en collaboration avec des ouvriers d'Aussedat.

## Pour de meilleures conditions de vie dans notre foyer

Nous, locataires du foyer El Hadj Omar - 71 rue du Renard - Rouen, à la suite de trois assemblées générales, avons décidé unanimement de suspendre le paiement de loyers jusqu'à la satisfaction de nos justes revendications :

- De l'eau chaude pour les douches : en effet, depuis que nous habitons ce foyer (75) nous avons toujours eu des problèmes pour nous laver ; soit il y a de l'eau chaude sans eau froide, ou le contraire ; nous sommes obligés d'aller au foyer d'à côté pour nous laver.

- De l'eau chaude pour les lavabos des quatre étages : il n'y en a jamais eu, en hiver comme en été.

- Un téléphone dans le hall du foyer au lieu du bureau du gérant comme ça l'est actuellement.

par lit (il y a des chambres à 4 lits) et sur ce livre il y est écrit 160 F (une augmentation de 10 F vient d'arriver).

Où passent les 15 F que nous payons en plus depuis deux ans ?

A toutes ces revendications justes, la direction oppose de vagues promesses. Mais, nous nous souvenons des promesses qui avaient été faites à nos camarades du foyer Moïse en 76. Elles ne sont toujours pas tenues.

Pour la satisfaction de nos revendications, pour de meilleures conditions de vie :

Nous appelons nos camarades des autres foyers à nous soutenir (seule l'unité paie) (...)

Pour tout contact s'adresser au comité de résidents qui a été élu par tous les locataires.

Solidarité, unité, nous vaincrons.

Les locataires de foyer « El Hadj Omar » en grève de loyer.

## Besançon

# Les Lip occupent les Assedic

Les ouvriers de Lip ont occupé quelques heures mercredi le bureau des Assedic de Besançon avant d'en être évacués par l'intervention de la police qui a fermé le bâtiment.

Les « Lip » s'étaient rassemblés dès le début de la journée devant les Assedic dans l'attente d'une décision de la Commission paritaire qui examinait 60 dossiers les concernant.

A l'annonce de la décision, en début de soirée, les ouvriers ont envahi le bureau des Assedic, séquestrant le directeur et certains membres de la commission. Les Assedic avaient en effet an-

noncé leur décision de radier 39 dossiers concernant des ouvrières de Lip, leur supprimant ainsi le bénéfice de l'allocation de 90 % du salaire pour licenciement économique.

Cette sanction a été prise devant le refus de 60 d'entre eux de remplir complètement leur dossier. Les « Lip » se refusent à préciser les démarches qu'ils effectuent pour retrouver du travail, estimant que cela reviendrait à accepter le principe de leur licenciement.

Les ouvriers n'ont accepté de quitter les locaux qu'après avoir obtenu la promesse que leur dossier serait réexaminé.

### COMMUNIQUE

Le Numéro 2 de l'Humanité rouge bimensuel sortira jeudi prochain.

Que les camarades qui n'ont pas encore passé leurs commandes groupées le fassent sans tarder.